

Comprendre la crise globale pour en sortir

Jean-Marie Harribey

Entropia, n° 7, automne 2009, p. 21-32

Il n'y a plus guère de mouvements d'orientation sociale ou d'orientation écologiste, ni de théoriciens partageant ces convictions, qui ne reconnaissent pas la globalité de la crise que traverse le monde aujourd'hui. Cependant, les propositions de sortie de crise sont encore largement divergentes : bien que refusant la fuite en avant productiviste, certains se reconnaissent encore dans le développement durable, d'autres refusent celui-ci dans sa version dominante mais optent pour un développement qualitatif radicalement redéfini, tandis que d'autres enfin ont fait le choix de la décroissance. J'ai suffisamment critiqué ailleurs la conception de la soutenabilité faible du développement¹ qui sous-tend le développement durable concocté par les instances internationales et tous les pouvoirs établis pour me concentrer ici sur ce qui m'apparaît comme devant être précisé pour cerner les véritables oppositions, au-delà des malentendus, entre la deuxième et la troisième options énoncées ci-dessus.

Pour cela, partons de l'analyse de la crise, de ses enjeux en termes de contradictions sociales, politiques, civilisationnelles, et essayons d'examiner quelques-uns des obstacles au dépassement des blocages persistant au sein même des courants anti-productiviste et anti-capitaliste, qui concernent la question de la transition vers une société solidaire et économe et celle des conceptions de la monnaie, de la richesse et de la valeur.

1. En quoi la crise est-elle globale ?

Pour le dire succinctement, la globalité de la crise est due à trois séries de facteurs qui se renforcent mutuellement.² Elle est globale d'abord parce qu'elle concerne tous les pays au monde et tous les principaux secteurs d'activité. En ce sens, elle est déjà d'une nature supérieure à la Grande Dépression des années 1930, car, à cette époque, seuls les deux grands pôles du développement capitaliste, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, furent touchés. Aujourd'hui, pays riches, pays dits émergents comme pays pauvres sont entraînés, à des degrés divers, dans ce Maelström planétaire. Partie du centre, du cœur même du capitalisme, les États-Unis, la crise a gagné très vite la Triade, puis la périphérie du système.

Elle est globale ensuite par son caractère systémique aux multiples dimensions. Le modèle d'accumulation financière est insoutenable, tant en termes de partage des richesses que de prolifération de techniques spéculatives. La crise va du financier à l'économique, du social à l'écologique, etc. En effet, la logique du système fait franchir à celui-ci la limite de l'écologiquement et du socialement supportables. La crise est également géopolitique car les rapports de force dans le monde ont évolué et ne ressemblent plus du tout à ceux de l'après-guerre ; l'impérialisme n'a guère changé de nature, mais il a changé de formes et de protagonistes. Cette crise est aussi une crise intellectuelle car l'idéologie néo-libérale est

¹ J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Attac (dir. J.M. Harribey), *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

² Voir Attac (dir. J.M. Harribey et D. Plihon), *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte, 2009.

délégitimée : le marché, la concurrence, le libre-échange, le laisser-faire et l'appât du gain ne conduisent pas au bien-être général.

Enfin, la crise est globale parce qu'elle met en cause les rapports que la société entretenait avec la science, dans la mesure où celle-ci était depuis plusieurs siècles l'un des supports du « progrès » et l'une de ses principales légitimations. Or, en ce début du XXI^e siècle, d'une part, la science est de plus en plus subordonnée aux impératifs de l'économie capitaliste, et, d'autre part, en retour, la société a de moins en moins de prise sur la définition des objectifs de la recherche.

Le caractère multidimensionnel apparaît mieux si on défait la présentation courante de la crise qui semble naître d'un pur dysfonctionnement financier. En réalité, la crise sociale, c'est-à-dire la dégradation considérable des rapports sociaux, est au cœur même de la crise financière, elle en est l'origine profonde. La dégradation de la part du travail dans la richesse produite, le délabrement des services publics et de la protection sociale ont nourri la rente financière. Celle-ci a facilité le développement d'une machinerie financière hors sol qui a fini par exploser. En d'autres termes, le capitalisme mondialisé traverse une grave crise structurelle parce que l'exacerbation de sa logique du profit pour l'accumulation sans fin l'a conduit à sacrifier les deux piliers sur lesquels il s'appuie et dont il ne peut se passer : les humains et la nature. André Gorz caractérisait déjà ainsi la crise structurelle du capitalisme de la fin des années 1960 et du début des années 1970 : « Nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction des ressources naturelles. »¹

S'agit-il d'une crise morale ? Le dérèglement généralisé d'un système met en cause les valeurs que celui-ci a cru pouvoir imposer au monde dans sa globalité et à chaque culture en particulier, à savoir la « valeur financière » érigée au sommet des « valeurs ». Néanmoins, l'insistance mise par les tenants du système et ses principaux idéologues à assurer de leur volonté de « moraliser le capitalisme », voire de le « refonder » doit être interrogée. Fondamentalement, il s'agit d'une stratégie de diversion de la part des classes dominantes. La recherche de boucs émissaires, au moment où gronde la révolte sociale, est classique, et les candidats ne manquent pas : Kerviel, Madoff et autres « patrons voyous ».

La thèse de la finance vorace, par opposition à un capitalisme industriel qui serait vertueux, ne résiste pas non plus à l'examen. Parce que la dégradation des rapports sociaux dans l'économie productive dite réelle a nourri la financiarisation pendant trente ans : moins de salaires et de protection sociale, c'était plus de profit pour les actionnaires. Et parce que la sphère financière est un élément nécessaire à la circulation du capital qui met les travailleurs en concurrence, et que, réciproquement, la valorisation financière ne peut se réaliser sans la sphère productive. La financiarisation du capitalisme n'a fait qu'exacerber la contradiction entre le passage obligé par le circuit *capital argent-capital productif-capital argent supérieur* (*A-P-A'*) analysé par Marx² et la tentation permanente mais illusoire d'éviter celui-ci pour aller directement au but *A-A'*. En fin de compte, toute stratégie de diversion s'efforce de ne pas révéler la nature de classe d'une telle crise.

Même si on peut lui trouver un certain fondement, il y a aussi un risque à caractériser cette crise d'anthropologique, c'est-à-dire trouvant son origine dans la démesure de l'homme³, dans son ubris⁴. En effet, si les structures sociales, les rapports sociaux, l'organisation de la société, ses choix politiques, ne peuvent rien contre cet invariant universel, il est vain de

¹ A. Gorz, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 29-35.

² K. Marx, *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965.

³ C'est la thèse de J.P. Besset, *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005. Voir J.M. Harribey, « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149.

⁴ S. Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits, 2007, p.39.

vouloir les transformer. Autrement dit, au mécanisme linéaire du progrès technique menant au progrès social ou à celui d'un certain messianisme marxiste qui fut fréquent au XX^e siècle, se substitue une trajectoire qui ne peut être déviée puisqu'elle est inscrite dans cette fatalité de la mort individuelle et dans les artifices inventés pour en calmer la douleur. Il n'y a donc plus d'histoire possible. Ou, plutôt, si tout est dans l'individu, on ne peut que renvoyer la transformation sociale à la sphère individuelle, délégitimant l'action collective.

Il serait tout aussi périlleux de situer la totalité de l'origine du problème au niveau des représentations. Et la chose fait débat au sein même du courant de la décroissance. Ainsi, en faisant de la décroissance un imaginaire, en référence à Castoriadis, Serge Latouche écrit : « Le programme d'une politique nationale de décroissance apparaît comme paradoxal. La mise en œuvre de propositions réalistes et raisonnables a peu de chances d'être adoptée et moins encore d'aboutir sans une subversion totale. Celle-ci présuppose le changement dans l'imaginaire que la réalisation de l'utopie féconde de la société autonome et conviviale est seule en mesure d'engendrer. »¹ Autant dire que la transformation de la société est impossible puisqu'elle suppose que le problème soit déjà résolu. Paul Ariès est obligé de nuancer le propos : « La décroissance est un mot obus destiné à briser l'idéologie dominante. Elle n'a pas cependant vocation à demeurer une simple opération de décolonisation de l'imaginaire mais doit devenir un véritable projet politique. »² Tel est en effet le problème que la société doit prendre à bras le corps.

2. Penser la transition

Où se situent les points de clivage qui subsistent entre les théories de la décroissance et celles se revendiquant d'un développement qualitatif ? Ils ne sont pas dans la critique du productivisme, même si le dosage des responsabilités incombant à l'accumulation capitaliste ou à la démesure humaine n'est pas identique, ce qui conduit à associer différemment préoccupations sociales et préoccupations écologiques. Ils ne sont pas davantage dans la volonté de réduire l'empreinte écologique, ni dans la récusation du mot d'ordre devenu officiel du développement durable. De même, le fait qu'une croissance économique perpétuelle soit impossible est maintenant un point commun à tous les écologistes, « décroissancistes » ou non. Et il faut se féliciter que des publications récentes aient rompu avec les ambiguïtés entourant la référence à la démocratie, à l'humanisme et aux droits humains³, valeurs aujourd'hui pleinement reconnues chez beaucoup d'écologistes, peu nombreux étant ceux qui se revendiquent encore d'un relativisme intégral.

Pour mieux cerner les points de clivage, on pourrait souligner le fait que l'un des pères de la décroissance, Nicholas Georgescu-Roegen, disait exactement le contraire de ce que disent aujourd'hui ceux qui se réclament de lui, car il distinguait croissance et développement : « Une grande confusion imprègne les vives controverses relatives à la "croissance" tout simplement parce que ce terme est utilisé dans de multiples acceptions. Une confusion sur laquelle Joseph Schumpeter a constamment mis en garde les économistes, c'est la confusion entre *croissance* et *développement*. [...] Au niveau purement logique, il n'y a nul

¹ S. Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, op. cit., p. 117.

² P. Ariès, *La décroissance, Un nouveau projet politique*, Paris, Golias, p. 11.

³ Notamment P. Ariès, *La décroissance*, op. cit., et V. Cheynet, *Le choc de la décroissance*, Paris, Seuil, 2008. Et S. Latouche, longtemps hésitant sur ce point, écrit aujourd'hui : « La voie de la décroissance n'est ni moderne, ni anti-moderne. Nous inscrivons pleinement notre projet dans la filiation des Lumières, pour le meilleur sinon pour le pire, celui d'une émancipation de l'humanité et de la réalisation d'une société autonome. », dans « Brèves notes pour un ethos de la décroissance », *Entropia*, « Crise éthique, éthique de crise ? », n° 6, printemps 2009, p. 176. On pourrait seulement remarquer que s'inscrire dans la filiation des Lumières est précisément moderne et pas du tout ni-ni.

lien nécessaire entre développement et croissance ; on pourrait concevoir le développement sans la croissance. C'est faute d'avoir systématiquement observé les distinctions précédentes que les défenseurs de l'environnement ont pu être accusés d'être des adversaires du développement. En fait, la véritable défense de l'environnement doit être centrée sur *le taux global* d'épuisement des ressources (et sur le taux de pollution qui en découle). »¹

Mais, à ce stade du débat, il me semble plus important de mettre l'accent sur le problème stratégique qui se pose à tous les mouvements sociaux (j'entends par là les mouvements agissant au sein de la société, incluant donc les mouvements propres à l'écologie) s'inscrivant dans une perspective de transformation de la société : penser la (ou les) transition(s) d'une société inégalitaire, gaspilleuse et prédatrice à une société solidaire, économe et protectrice.

La transition pose d'abord le problème du rapport au temps. En effet, des modes de production et de consommation alternatifs supposeront une transformation profonde des systèmes énergétiques, des systèmes de transports, de l'urbanisme et de l'habitat. Cette transformation s'étalera probablement sur plusieurs décennies, pendant lesquelles des investissements de reconversion considérables seront nécessaires. C'est ce dont convient du reste Latouche : « Il faudra du temps pour relocaliser la production, les échanges, les modes de vie. »² Pour assurer cette transition, j'ai proposé naguère la formule de « décélération de la croissance pour les pays les plus riches comme première étape vers le recul des productions prédatrices, assortie d'une répartition juste des richesses et des gains de productivité »³, c'est-à-dire comme première étape de la dissociation entre amélioration du bien-être et croissance économique. Cette notion fut accueillie avec hostilité au sein du courant de la décroissance⁴, mais, aujourd'hui, les choses semblent vues différemment puisque les sceptiques d'hier théorisent la notion de ralentissement⁵, qui est strictement synonyme de celle de décélération. L'accueil réservé à la proposition de *décroissance sélective*⁶ fut à peu près identique.

Mais pourquoi une telle opposition, incompréhensible au premier abord ? On peut émettre l'hypothèse que, en filigrane, la discussion sur la nature de la richesse à promouvoir et de celle à réduire n'a pas encore abouti. Heureusement, nous n'en sommes plus à discuter pour savoir si toutes les productions devaient diminuer et cela pour tout le monde. Il est désormais acquis que ce n'est pas le cas, mais le périmètre des productions concernées par une diminution ne fait pas encore l'objet d'un consensus. Le meilleur exemple est celui de la production non marchande, par laquelle passe notamment l'essentiel de l'éducation et des services de santé. Certes, l'empreinte écologique de l'éducation, de la santé publique, des transports collectifs, etc., n'est pas nulle, mais la réduction des inégalités passe en grande partie par l'accès de tous à ces services. Si la décroissance de la production et de la consommation ou même leur plafonnement à court terme s'appliquaient à ce type d'activités, c'en serait fini de l'espoir d'inverser la logique dominante, sauf à condamner les pauvres à devenir encore plus pauvres. L'amélioration de la qualité des services non marchands impliquera pendant longtemps une augmentation des moyens mis en œuvre et non une réduction, vu l'état de délabrement dans lequel les aura laissés le capitalisme.

¹ N. Georgescu-Roegen, *La décroissance, Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la terre, 1995, p. 104-106.

² S. Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, op. cit., p. 119.

³ Attac, *Le développement a-t-il un avenir ?*, op. cit., p. 156 et 205, 217, 218, 219, 220.

⁴ P. Ariès, *La décroissance*, op. cit., p. 172 et 285 ; S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006, p. 34.

⁵ P. Ariès, *La décroissance*, p. 310 et 321 ; S. Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, op. cit., p. 57, note 1 et p. 88 et 137 ; V. Cheynet, *Le choc de la décroissance*, Paris, Seuil, 2008, p. 101-104.

⁶ J.M. Harribey, « Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004.

On ne s'étonnera pas que la discussion sur le type de production à privilégier par rapport à une autre débouche sur celle du travail, autre point de controverse au sein même de l'écologie politique. Sur ce sujet, trois éléments au moins méritent d'être clarifiés. Le premier porte sur la nature du travail dans les sociétés modernes et sur son évolution. J'adhère à l'idée que le travail est de caractère anthropologique par le fait que l'être humain doit produire ses conditions matérielles d'existence, et de caractère social et historique par la forme que prend cette nécessité. Il s'ensuit une ambivalence : le travail est à la fois facteur d'intégration sociale et facteur d'aliénation. Nier l'un de ses deux aspects me paraît réducteur et conduit à des illusions théoriques (« la fin du travail ») et politiques (le renoncement à un plein emploi de qualité).¹

Le deuxième point découle du précédent : la substitution du revenu d'existence au partage du travail est fondée sur une illusion d'optique. On peut justifier, politiquement et philosophiquement, la garantie d'un revenu décent à tout individu, mais on ne peut l'asseoir sur l'idée que le travail social ne serait plus à l'origine de tout revenu monétaire distribué dans la société. Ce serait réintroduire le mythe de la fécondité (en termes de valeur économique) des machines, du capital, de la finance...

Le troisième point s'enchaîne aussi avec les précédents. « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », dit Pierre-Noël Giraud², d'une formule bien sentie. La frénésie avec laquelle la loi « hadopi » a été votée en France l'illustre bien. Mais, là encore, il faut situer l'origine de la gratuité. La gratuité peut avoir trois sources : une *gratuité qui provient de la nature* et qui nous place dans l'obligation de protéger de toute appropriation et de toute destruction irrémédiable les « biens communs » ; une *gratuité produite* parce que, dans certains domaines, la productivité du travail devient très grande et réduit les coûts de production jusqu'à zéro ou presque, ce qui nous place dans l'obligation de répartir entre tous les humains le fruit de cette productivité ; une *gratuité construite socialement* de manière volontaire par la socialisation du paiement de certains services non marchands, ce qui nous impose d'en permettre l'accès à tous. Dans ces trois types de gratuité, on discerne les principaux aspects de la redoutable question de la valeur, de la richesse et de leur expression ou non en monnaie.

3. Penser la monnaie, la valeur et la richesse

En amont de cette discussion d'ordre stratégique figure un point de théorie intéressant à décortiquer parce qu'il soulève le problème du statut de la monnaie et de la conception de la valeur et de la richesse. Et ce problème fait l'objet de dissensions entre partisans de la décroissance et partisans d'un développement qualitatif.

Les confusions entre monétaire et marchand et entre non monétaire et non marchand, sont récurrentes dans les critiques du PIB³. On les rencontre aussi bien chez les zéloteurs que chez les contempteurs de la croissance économique. Ainsi, le dernier rapport du Conseil économique, social et environnemental dit : « chaque fois qu'une activité passe du non marchand au marchand, le PIB augmente »⁴, alors que l'essentiel du *monétaire non marchand*

¹ Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, op. cit.*, et mon commentaire sur le livre de M. Postone, *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits, 2009, « Ambivalence et dialectique du travail », à paraître dans *Contretemps*, 2009. Je précise que j'entends *plein emploi* au sens global, incluant les formes de travail salarié ou non.

² P.N. Giraud, *Le Monde*, 6 mai 2004.

³ Même A. Gorz, dans *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008, p. 125, commet cette erreur : « Le PIB ne connaît et ne mesure les richesses que si elles ont la forme de marchandises. »

⁴ CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », Projet d'avis présenté par P. Le Clézio, 11 mai 2009, p. 9, <http://www.conseil-economique-et-social.fr/rapport/pravi/PA090127.pdf>.

est déjà inclus dans le PIB. De plus, le CESE entretient une ambiguïté sur le loisir en regrettant que le PIB ne tienne « aucun compte du "loisir", c'est-à-dire des activités non monétarisées »¹. Et, bien que rien ne serait changé, avec cet ajout, en termes de bien-être (de valeurs d'usage), Jean Gadrey semble aller dans le même sens : « Une autre recommandation est de prendre en compte à titre expérimental le travail bénévole et domestique. On peut l'estimer en temps, ce qui ne serait déjà pas mal, mais on peut aussi trouver des conventions pour lui donner une valeur monétaire. Intégré au PIB, cela réduirait l'écart entre les États-Unis et la France par exemple. »²

Ces erreurs ne sont pas anodines car elles témoignent d'une méconnaissance de la monnaie, qui est certes un instrument d'exploitation de la force de travail et d'accumulation privée lorsqu'elle est utilisée comme capital, mais qui est aussi un instrument public par le biais duquel peut être organisé le paiement socialisé des services non marchands. Nul ne paie en nature le personnel médical quand il va se faire soigner à l'hôpital : le service santé est payé collectivement en monnaie commune³. Autrement dit, tant en ce qui concerne la soutenabilité sociale que la soutenabilité écologique, le refus de la marchandisation ne signifie pas nécessairement celui de la monétarisation. La monnaie est une institution sociale qui agit en tant qu'opérateur social d'homogénéisation des échanges de toutes natures. Tout se tient donc : une compréhension de la crise globale actuelle, la nature et le statut de la monnaie, la théorie de la valeur et de la richesse, la conception de la soutenabilité comme alternative à l'accumulation capitaliste et à la dégradation écologique planétaire.⁴

Il y a en effet, au sein de certaines tendances de l'écologie politique, une incompréhension de la dualité valeur/richeesse. Au nom d'un certain anti-économisme, les catégories de la critique de l'économie politique sont récusées, à tort car la « théorie de la valeur » n'est pas une théorie économique mais une théorie des rapports sociaux. En revanche, émerge une interprétation néo-physiocrate qui situe l'origine de la valeur dans la nature. Ainsi, certains travaux⁵, relayés en France par Yves Cochet⁶, ont prétendu réfuter la théorie néo-classique en proposant une fonction de production Cobb-Douglas intégrant l'énergie à côté du capital et du travail. Or, le principe de cette introduction avait été posé par les pionniers des modèles de croissance des années 1950 à 1970, notamment Solow⁷ et

¹ CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », *op. cit.*, p. 9 et 62. Pour une critique de l'intégration du loisir dans la comptabilité nationale, voir J.M. Harribey, « Le temps libre et la nature n'ont pas de prix », dans *Raconte-moi la crise*, Éd. Le Bord de l'eau, 2009.

² J. Gadrey, « Tout convertir en monnaie est un rêve d'économiste », *Terraeco*, http://www.planete-terra.fr/spip.php?page=article&id_article=1389. Curieusement, il s'abandonne à ce rêve avec cette proposition. Par ailleurs, ce « rêve » est celui des économistes néo-classiques et non de l'« économiste » en général.

³ Il n'existe pas une « monnaie marchande » et une « monnaie non marchande », contrairement à ce que soutient D. Baba, « Vive la Sécu (1), (2) et (3) », *La Décroissance*, n° 58, 59 et 60, avril, mai et juin 2009. Voir <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>.

⁴ Un autre problème que je n'aborde pas ici concerne ce que deviendrait la variation du PIB dans une société non productiviste. Si la production polluante et prédatrice est remplacée par une production propre et économe, la probabilité est grande que celle-ci nécessite davantage de travail direct et indirect que l'ancienne. Sa valeur sera donc plus grande et on ne sait pas à l'avance si la multiplication des quantités par les prix aboutira à un PIB supérieur ou inférieur. Voir J.M. Harribey, « La richesse à tout prix », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>.

⁵ R.U. Ayres, « Two paradigms of production and growth », Fontainebleau, Center for the management of environmental resources, INSEAD, 2000 ; R.U. Ayres, « The minimum complexity of endogenous growth model : the role of physical resource flows », *Energy-The International J.*, 2001, 26, p. 817-838 ; D. Lindenberger, R. Kümmel, « Energy-Dependent Production Functions and the Optimization Model "PRISE" of Price-Induced Sectoral Evolution », *Int. J. Applied Thermodynamics*, Vol 5 (n° 3), sept. 2002, p. 101-107, <http://theorie.physik.uni-wuerzburg.de/TP1/kuemmel/IJAT.pdf>.

⁶ Y. Cochet, « Economie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin 2005, p. 15-30.

⁷ R. Solow, « A contribution to the theory of economic growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, 1956, p. 65-94.

Stiglitz¹, dans le but explicite d'introduire l'environnement dans le modèle d'équilibre général. Loin d'amorcer une critique de la théorie économique dominante, cette introduction en est le parachèvement en même temps que l'image de son impasse totale : acceptation de l'hypothèse de substituabilité entre facteurs de production ; assimilation de l'output réparti entre les propriétaires des prétendus « facteurs » à la contribution productive de chacun d'eux ; confusion entre le cadre nécessaire à la production de valeur économique et la valeur créée.² Il s'ensuit que faire crédit à la fonction de production à facteurs substituables (seule capable de fournir une décomposition mathématique du taux de variation de la production *ad hoc* pour justifier la répartition des revenus dans le capitalisme) oblige à abandonner un point crucial de la critique du capitalisme productiviste. Si l'on considère la complémentarité des inputs, alors s'impose la notion de *facteur limitant* : on produit zéro si on n'a pas d'énergie, mais cela n'autorise pas à en conclure que l'énergie produit 100% de la valeur ou bien que, par exemple, le pétrole crée plus de plus-value que le travail, ce qui est un contresens montrant la confusion entre l'occasion de la production de plus-value (quand on produit du pétrole ou tout autre marchandise) et le « facteur », c'est-à-dire le créateur de la valeur de cette production. Question de logique, qui ne porte en elle aucun jugement normatif *a priori* et qui laisse la porte ouverte à la décision sociale : on choisit d'aller plus avant dans le productivisme ou de dire stop.

L'utilisation de la notion de « productivité des ressources »³ signifie un ralliement à la conception néo-classique de la prétendue productivité du capital : les ressources ne produisent rien ; seules les notions inverses d'intensité de la production en ressources naturelles ou en capital ont un sens. Autrement dit, les écologistes ont raison quand ils soulignent la corrélation positive entre l'augmentation du PIB et l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles en général, et cela malgré la dématérialisation relative de l'économie et la baisse de l'intensité en ressources de la production. Mais ils ont tort quand ils pensent que cette corrélation peut être assimilée à la valeur économique créée.

À l'opposé, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse* mais *n'ont pas de valeur intrinsèque monétaire*. Cette thèse se décline en quatre propositions :

- les ressources naturelles sont des richesses ;
- elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si on ne va pas le chercher ; les rentes de monopoles éventuelles parce qu'il y a eu appropriation d'une ressource sont une fraction du surplus social né du travail productif) ;
- elles ne créent elles-mêmes pas de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ;
- si, dans le cadre de l'activité humaine ou en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique et au politique.

En conclusion, puisque les conceptions de la richesse et de la valeur imposées par le capitalisme sont au cœur même de la crise globale qu'il traverse, les finalités du travail, la répartition des richesses et le mode d'appropriation de la nature sont remis en cause. C'est à

¹ J. Stiglitz, « Growth with exhaustible natural resources : efficient and optimal growth paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, 1974, p. 123-137.

² J'ai développé cette argumentation un peu technique dans J.M. Harribey, « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre 2005, p.151-158.

³ CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », *op. cit.*, p. 15 et 25.

cette triple révolution nécessaire que renvoient les propositions de réduction des inégalités, de baisse du temps de travail et de démarchandisation de la société, exprimées dans des termes très voisins et complémentaires par Marx et Polanyi¹, et que je considère pour l'instant présent comme alternatives au mot d'ordre général de décroissance économique.

Enfin, il se pourrait bien que la sortie de la crise ne puisse se faire sans une sortie du capitalisme qui met, pour la première fois dans l'histoire, les sociétés tout près de limites dont le franchissement serait mortel. Aussi, ne faut-il pas répéter le schéma ancien, qui a d'ailleurs échoué, de sortie du capitalisme en se contentant de changer les tenants de la propriété. Les vraies difficultés se situent là : le rapport capital/travail continue de structurer le monde mais toutes les formes de domination ne s'y réduisent pas. Raison de plus de penser l'articulation de ce qui relève de l'anthropologique, du social et du naturel.

¹ K. Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard, 1983.